Séance publique du 24 novembre 2003

Délibération n° 2003-1577

commission principale : développement économique

objet : **Mission d'animation économique sur les conférences des maires sud-ouest et sud-est -
Convention avec l'association Comité de bassin d'emploi de Lyon sud**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques et internationales - Pôle développement local

Le Conseil,

Vu le rapport du 7 novembre 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

La territorialisation de l'animation économique est une priorité dans la stratégie de développement économique de la Communauté urbaine. Elle s'inscrit pleinement dans les objectifs de proximité définis dans le plan de mandat.

Avec l'établissement de la taxe professionnelle unique au 1er janvier 2003, le maintien et le développement du tissu économique est devenu un enjeu fort pour la communauté urbaine de Lyon. Cela nécessite une démarche d'accompagnement des PME-PMI assurée par des relais locaux (développeurs économiques territoriaux).

Pour mener à bien ces actions, la Communauté urbaine a, depuis quelques années, passé des contrats avec des structures locales pour plusieurs conférences :

- conférence ouest-nord : association Techlid,
- conférence nord-est : chambre de commerce et d'industrie de Lyon,
- conférence nord : syndicat Saône Mont d'Or.

Cette démarche doit être poursuivie pour couvrir l'ensemble des territoires en s'appuyant sur le périmètre des conférences des maires de la Communauté urbaine.

Dans l'attente des conclusions de la commission spéciale relative à la modernisation de l'intercommunalité, une nouvelle étape pourrait être franchie pour les conférences sud-est et sud-ouest de la Communauté urbaine. Le sud de l'agglomération est organisé en deux conférences des maires :

- conférence sud : Saint Fons, Feyzin, Corbas, Solaize, Vénissieux,
- conférence sud-ouest : Oullins, Irigny, Vernaison, Charly, Saint Genis Laval, Pierre Bénite, la Mulatière, Sainte Foy lès Lyon.

Ces deux conférences représentent près de 25 % des bases de la taxe professionnelle et 15 % des emplois salariés privés de l'agglomération, avec des spécialisations économiques fortes liées aux grands groupes (chimie, énergie, industrie automobile) et à un tissu de PME-PMI dense (agroalimentaire, mécanique, BTP, transport-logistique). C'est également un territoire où les enjeux de desserte et de voiries sont importants (futur TOP et bouclage du périphérique, A 45, traversée du Rhône).

Les problématiques majeures de ce secteur en matière de zones d'activités concernent notamment :

- l'avenir et l'intégration de la vallée de la chimie, porte d'entrée sud de l'agglomération et secteur essentiel pour l'agglomération et les communes en termes d'emplois, d'image, de recherche (IFP, Rhodia, Ato, SMI), de ressources fiscales, de risques industriels,
- la requalification de zones d'activités (dans le sud-ouest, la zone de la Mouche, la vallée de la chimie sur ses deux rives, la zone de Corbas Vénissieux sur le sud-est), avec un axe sur la réhabilitation des friches industrielles (existantes ou à moyen terme),

- la création d'une zone franche urbaine à Vénissieux,
- l'évolution du site Renault Trucks à Saint Priest et Vénissieux,
- le secteur d'Oullins et de Pierre Bénite avec l'aménagement de la Saulaie et la reconversion de l'espace A7,
- le pôle agroalimentaire de Corbas.

Une mission économique pourrait être confiée à l'association Comité de bassin d'emploi de Lyon sud. Cette structure couvre une partie du territoire des deux conférences (Saint Fons, Pierre Bénite, Oullins et Feyzin) et œuvre depuis de nombreuses années pour le développement économique de l'emploi du sud de l'agglomération.

Les quatre axes d'intervention qui lui seraient confiés sont :

- le conseil, l'aide et l'accompagnement des projets d'implantation,
- la mise en place d'une fonction de veille du tissu économique de la zone : observatoire, anticipation de l'évolution interne et structurelle des entreprises,
- l'analyse du territoire et la mise en œuvre ou le suivi d'actions de développement et d'aménagement en matière économique, ceci en partenariat étroit avec les acteurs du territoire,
- la promotion du territoire tant en interne qu'en externe.

Cette mission sera réalisée par deux développeurs (un par conférence).

Le travail en réseau devra se faire avec l'ensemble des acteurs présents dans le périmètre des conférences (communes, chambres consulaires, associations d'entreprises) mais aussi avec les services de la Communauté urbaine, ce qui implique une nécessité de suivi et retour des actions tant auprès de ces services que des décideurs de la communauté urbaine de Lyon.

Une collaboration étroite sera instaurée avec le développeur de la vallée de la chimie.

La mission sera placée sous la responsabilité des conférences des maires sud-est et sud-ouest. Le Comité de bassin d'emploi Lyon sud assure le support administratif et technique de cette mission.

Un comité technique permettra de suivre l'avancée des actions au quotidien avec l'ensemble des acteurs économiques :

- représentant de la conférence,
- Communauté urbaine (DAEI),
- Comité de bassin d'emploi Lyon sud,
- chambre de commerce et d'industrie de Lyon,
- associations d'industriels,
- services économiques des villes.

L'appui de la Communauté urbaine, compétente en matière de développement économique, au Comité de bassin d'emploi Lyon sud pour réaliser ces missions, interviendrait *via* une participation financière de 150 000 € selon les modalités prévues par la convention.

Cette convention porterait sur une durée d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction, à compter de sa signature et dûment visée par la préfecture.

La mise en place de cette mission (installation, recrutement) démarrera à la fin de l'année 2003.

Une subvention du Conseil régional sera sollicitée dans le cadre du contrat d'agglomération afin de cofinancer la mission ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission développement économique ;

DELIBERE

1° - Approuve le versement d'une participation à l'association Comité de bassin d'emploi Lyon sud, forfaitaire non révisable de 15 000 € sur l'exercice 2003 et 165 000 € pour l'exercice 2004.

2° - Autorise monsieur le président :

a) - à signer la convention avec monsieur Pozzi, président du Comité de bassin d'emploi (CBE),

b) - à demander une subvention au Conseil régional pour le cofinancement de la mission, au titre du contrat d'agglomération.

3° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2003 - pour un montant de 20 000 € et un montant de 150 000 € sera prélevé sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2004.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,